

Service Risques et Installations Classées
12/14, rue des Archives
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 3 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



SEMMARIS – ZONE DES ENTREPÔTS

1 RUE DE LA TOUR
MIN RUNGIS
94150 RUNGIS

Références : DRIEAT-IF/UD94/2022/PESSPVMO/AJ/N°149GR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2022 des entrepôts, exploités par la SEMMARIS, au sein du MIN de Rungis

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 23/03/2022 a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées.

Les documents pris en compte pour cette inspection sont les suivants :

- Courrier de l'exploitant du 08/03/2022 transmettant les documents demandés dans l'arrêté préfectoral
- courriel du 11/04/2022 suite à l'inspection du site

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMMARIS
- 1 rue de la Tour 94150 RUNGIS
- Code AIOT dans GUN : 0007403769
- N° Dossier : 94-21436 2011/0601
- Régime : Autorisation

Le marché d'intérêt national (MIN) de Rungis est implanté sur les communes de Rungis, Paray-Vieille-Poste, Chevilly-Larue et Fresnes, à 7km au sud de Paris. Il se compose de 3 grandes zones :

- la zone principale, dite de « marché de vente physique », sur 200 hectares, dévolue à la vente physique aux professionnels du secteur alimentaire ;
- la zone des entrepôts, sur 20 hectares, « base arrière » de la zone principale, composée de bâtiments de logistique sous température dirigée servant de réserves ;
- la zone « DELTA », sur 14 hectares, composée de bâtiments dédiés à la transformation et à la mûrisserie de denrées alimentaires.

La majorité des bâtiments du MIN de Rungis bénéficie des droits acquis au titre de la réglementation des installations classées. Cela signifie que ces entrepôts sont exploités de manière régulière, au plan administratif, bien qu'ils ne disposent pas d'un ensemble d'autorisations préfectorales (sauf pour la zone « DELTA » précitée), car ils ont été construits avant l'émergence de la réglementation ICPE sur les entrepôts, voire avant la réglementation sur les ICPE (« grande antériorité » - 1976). Ainsi, en ce qui concerne les entrepôts, le MIN de Rungis, y compris sa zone des entrepôts, est soumis à autorisation, en tant « qu'entrepôt unique », avec bénéfice des droits acquis.

Dans le cadre de la restructuration de la zone des entrepôts, la SEMMARIS a déposé, le 27/03/2020, un dossier de demande d'autorisation environnementale au titre des rubriques 1510 et 1511 de la nomenclature des installations classées. Les travaux vont consister à la :

- démolition et reconstruction d'entrepôts ;
- réhabilitation d'entrepôts ;
- mutation de la zone particulière en plateforme de gestion du dernier kilomètre et de préparation de commandes diversifiées.

Sur une période de 5 ans, l'évolution des surfaces de la zone des entrepôts sera la suivante :

- la surface de plancher nette ajoutée sera de 6 144 m²,
- l'emprise au sol des bâtiments nette ajoutée sera de 6 002 m²,
- les voiries seront remaniées, dégagant une surface d'espaces verts supplémentaires de 20 900 m².

Le classement de la zone des entrepôts du MIN de Rungis est le suivant :

N° de la rubrique ICPE	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques
1510-1 [A]	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement.	Stockage de matières combustibles en mélange dans des entrepôts couverts (I3, I4, I5, I7, I7b, I9, I10) Volume cumulé des entrepôts : 630 080 m ³ dont 149 910 m ³ de produits alimentaires stockés en température régulée (I3, I4, I5, I7, I7b, I9, I10)
1511-2 [D]	Entrepôts exclusivement frigorifiques. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 5000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ .	Volume cumulé : 23 310 m ³ de produits alimentaires stockés en température régulée (I1A, I1B, I2)

La réglementation applicable au site est la suivante :

- Arrêté préfectoral n°2021/02289 du 28/06/2021
- Arrêté préfectoral n°2004/4305 du 15/11/2004 (rejets aqueux)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité du site, par l'administration, à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite

- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- **Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection	Autre information
Point de contrôle n°5 – Dispositifs de traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 4.5.1	/	Sans objet
Point de contrôle n°10 – Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.10.1	/	Sans objet
Point de contrôle n° 11 – Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.14	/	Sans objet
Point de contrôle n°12 –Evacuation du personnels	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.19.1	/	Sans objet

- **Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection	Autre information
Point de contrôle n°1 – Contenu du dossier ICPE	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 1.3.2	/	Sans objet
Point de contrôle n°2 – Relations avec les usagers	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 2.1.3	/	Sans objet
Point de contrôle n°3 – Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 4.3.6	/	Sans objet
Point de contrôle n°4 – Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 4.4.15	/	Sans objet
Point de contrôle n°6 – Accessibilité engins de secours	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.5.2	/	Sans objet
Point de contrôle n°7 – Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.6.1	/	Sans objet
Point de contrôle n°8 - Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.7.1	/	Sans objet
Point de contrôle n°9 – Compartimentage	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.8.1	/	Sans objet
Point de contrôle n°13 – Local batteries	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.21.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection	Autre information
Point de contrôle n°14 – Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.23.1	/	Sans objet
Point de contrôle n°15 – POI	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.1	/	Sans objet
Point de contrôle n°16 – Bâtiment I5	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.26.2	/	Sans objet
Point de contrôle n°17 – Débit eaux pluviales bâtiment I7	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 4.8.1	/	Sans objet
Point de contrôle n°18 – Groupes froids	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 9.5.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection de la zone des entrepôts, du 23/03/2022, 4 non-conformités et 1 observation ont été relevées. Elles sont détaillées dans les fiches constats ci-dessous :

- **non-conformité n°1** : Absence de la liste des usagers avec mention des produits utilisés, du type et le nombre de dispositifs de pré-traitement et des date des autorisations de déversement, comme demandé à l'article article 4.5.1 de l'arrêté du 28/06/2021 ;
- **non-conformité n°2** : RIA et extincteurs difficilement accessibles dans le bâtiment I9 (article 7.10.1 de l'arrêté du 28/06/2021) ;
- **non-conformité n°3** : Absence d'estimation des stocks de produits combustibles pour l'ensemble de la zone des entrepôts (article 7.14 de l'arrêté du 28/06/2021) ;
- **non-conformité n°4** : Issue de secours fermée à clé dans le bâtiment I9. L'exploitant doit se positionner sur le nombre d'issue de secours nécessaires pour le bâtiment I9, en vérifiant les distances à parcourir pour atteindre une issue, notamment dans les zones formant cul-de-sac. Soit cette issue n'est pas nécessaire et il convient de supprimer le bloc « sortie de secours », soit elle est nécessaire et elle doit rester ouverte ou une nouvelle sortie de secours doit être créée (article 7.19 de l'arrêté du 28/06/2021) ;
- **observation n°1** : Le dossier de demande d'autorisation doit être accessible aux différents locataires de la zone.

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle n°1 – Contenu du dossier ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 1.3.2
Thème(s) : Situation administrative, Contenu du dossier ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant établit et tient à jour, pour la zone des entrepôts, un dossier comportant les éléments suivants : une copie de la demande d'autorisation et du dossier qui l'accompagne, ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation, Le présent arrêté d'autorisation environnementale ainsi que tout autre arrêté préfectoral relevant de la réglementation des ICPE et concernant le marché d'Intérêt national de Paris-Rungis ou une activité implantée sur son emprise, les différents documents prévus par le présent arrêté.</p> <p>II. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>III. Ce dossier est également accessible aux autres exploitants d'ICPE ou locataires de la zone des entrepôts.</p> <p>IV. Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par le(les) assureur(s) dans l'établissement sont également classés dans le dossier prévu au présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de demande d'autorisation est disponible de façon dématérialisé et en version papier au niveau des bureaux de la SEMMARIS, à la direction de l'immobilier.</p> <p>L'arrêté préfectoral est également présent sur site.</p>
<p>Observations n°1 :</p> <p>Le dossier doit également être accessible aux différents locataires de la zone.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°2 – Relations avec les usagers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 2.1.3
Thème(s) : Situation administrative, Relations avec les usagers du marché
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet aux usagers concernés de la zone des entrepôts (usagers tels que défini dans le règlement intérieur du marché d'Intérêt national de Paris-Rungis susvisé, notamment au point 4 de l'article 5 dudit règlement intérieur) tout élément dont il dispose, de nature à leur permettre de justifier le bon respect des prescriptions réglementaires leur incombant auprès du préfet du Val-de-Marne et de ses services.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les différents locataires du site ont accès à un espace opérateur sur l'intranet du MIN de Rungis, où sont déposés les rapports des vérifications effectuées par la SEMMARIS : installations électriques, systèmes de désenfumage ...</p> <p>Les exploitants du bâtiment I1A (POMONA) et du bâtiment I9 (CAP SUD) ont confirmé qu'ils y avaient bien accès.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°3 – Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 4.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : I. Des systèmes permettent l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Pour l'ensemble de la zone des entrepôts, une vanne permettant de fermer le réseau des eaux pluviales est présente devant le bâtiment I1, entre le bassin de confinement, installée dans la zone des quais, et le séparateur à hydrocarbures. Le jour de l'inspection, la vanne n'était pas identifiée, mais suite à l'inspection, un marquage au sol a été mis en place. Des photos ont été transmises par courriel du 11/04/2022. En cas d'incident, la vanne est fermée par SUEZ qui est appelé selon une procédure présente dans le POI. Il existe également, à l'entrée de la zone des entrepôts, un obturateur gonflable qui permet de confiner les éventuelles eaux polluées sur la zone des entrepôts. Le ballon a été remplacé en 2021.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°4 – Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 4.4.15
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : I. Des séparateurs d'hydrocarbures, en aval des rétentions, traitent toute la pollution des voiries de la zone des entrepôts et des parkings. II. Le dimensionnement des installations de gestion des eaux pluviales est prévu pour les périodes de retour supérieur à 10 ans. III. Toutes dispositions sont prises pour qu'en cas d'incendie, les eaux d'extinction soient contenues sur site avant de les envoyer, après analyses, vers une installation dûment autorisée pour les recevoir et les traiter. IV. Un confinement des eaux d'extinction dans les bassins enterrés est réalisé par le positionnement d'organes de coupure. V. Le planning prévisionnel d'entretien des installations de gestion des eaux pluviales est le suivant : séparateurs d'hydrocarbures : entretien selon les spécifications techniques du fabricant ; soutirage des boues et des liquides légers au minimum une fois par an ; vérification des pièces mécaniques une fois par an au minimum ; curage des regards et des bouches une fois par an ; curage du bassin de rétention : une fois tous les 5 ans au minimum. VI. L'accès des rétentions enterrées est possible par la présence d'un trou d'homme sur les ouvrages. VII. Les vannes de barrage sont signalées. Une procédure est établie pour assurer la gestion de cette vanne, dans le cadre de sa maintenance et de son utilisation en cas d'incendie (avec désignation du responsable de son actionnement).
Constats : La zone des entrepôts comprend 2 séparateurs à hydrocarbures et 1 bac à graisse. Une vanne de barrage et un obturateur gonflable permettent de confiner les éventuelles eaux polluées sur la zone des entrepôts. Au niveau du bâtiment I1, une rétention a été mise en place sous les quais de chargement. Les séparateurs à hydrocarbures sont nettoyés annuellement, selon un planning établi pour l'ensemble du MIN. Des trous d'homme sont présents pour accéder aux rétentions enterrées.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°5 – Dispositifs de traitement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : I. Le déversement des eaux issues d'un usager est formalisé par une autorisation ad hoc de déversement, délivrée par l'exploitant. II. L'exploitant tient à jour une liste de ses usagers, mise à la disposition de l'inspection des installations classées, de la police de l'eau et de la brigade des sapeurs pompiers de Paris. Cette liste détaille notamment par usager : les produits utilisés susceptibles d'engendrer une pollution ; le type et le nombre de dispositifs de pré-traitement ; la production ou non d'eaux susceptibles d'être polluées ; les autorisations de déversement correspondants.
Constats : Chaque locataire a une autorisation de déversement délivrée par la SEMMARIS, gestionnaire du réseau d'assainissement du MIN. Chaque locataire fait ses propres analyses sur ses rejets aqueux. La société POMONA fait réaliser périodiquement des analyses en sortie de son site. Dans le cas de la société CAP SUD, il n'y a pas de rejet industriel.
Observations : Une liste des usagers a été transmise avec le POI, mais il manque, pour chaque usager, les produits utilisés, le type et le nombre de dispositifs de pré-traitement et les dates des autorisations de déversement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°6 – Accessibilité engins de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
Prescription contrôlée : I. Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour : la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; l'accès au bâtiment ; l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; l'accès aux aires de stationnement des engins.
Constats : Les bâtiments I1 et I9 sont accessibles aux engins de pompiers sur tout leur périmètre.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°7 – Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.</p> <p>II. L'exploitant assure sous sa responsabilité la cohérence entre les dispositions constructives retenues et la stratégie permettant de garantir l'évacuation de l'entrepôt en cas d'incendie. Il définit cette stratégie ainsi que les consignes nécessaires à son application.</p> <p>III. Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60.</p> <p>IV. Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloués par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs- portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2.</p> <p>V. Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 (à l'exception du local de charge du bâtiment I3, dont la destruction interviendra au plus tard le 31 décembre 2023, séparé des zones de stockage par des murs en parpings toute hauteur) ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> <p>VI. Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu au chapitre 1.3 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 11/04/2022 la SEMMARIS a transmis une attestation de la société d'architecture AGENCE FRANC, en date du 24/10/2019 qui atteste que le bâtiment I1 est conforme aux dispositions du permis de construire PC 094 065 18 W 1006 et à ses arrêtés et attendus.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°8 - Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>II. La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>III. Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Cas du bâtiment I1 :</p> <p>Les dispositifs de désenfumage sont présents, ainsi que les commandes manuelles au niveau des issues de secours. Elles sont facilement accessibles. Les arrivées d'air se font par les portes de quais.</p> <p>Cas du bâtiment I9 : Les dispositifs de désenfumage sont présents. Les commandes manuelles sont positionnées dans le hall d'accueil du bâtiment, près de l'entrée. Elles sont facilement accessibles.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°9 – Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, compartimentage
Prescription contrôlée : I. L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. II. Le volume maximal de matières susceptibles d'être stockées dans la zone des entrepôts ne dépasse pas 600 00 m ³ . III. Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. IV. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes : les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ; les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; [...]
Constats : Cas du bâtiment I1 : Le bâtiment comprend 4 cellules séparées par des murs coupe-feu 2 heures (REI 120). Le jour de l'inspection, les murs coupe-feu n'étaient pas identifiés de l'extérieur. Depuis, des plaques ont été mises en place. Les cellules communiquent entre-elles deux par 2 par des portes coupe-feu 2 heures. Cas du bâtiment I9 : Le bâtiment ne comprend qu'une cellule unique. Il est isolé des autres bâtiments de la zone d'entrepôt.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°10 – Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir (supérieur à 60 m³/h durant 2 h), alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie, b. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. [...]</p> <p>IX. L'exploitant organise périodiquement des exercices de défense contre l'incendie. Ces exercices sont renouvelés au moins tous les trois ans et font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés dix ans dans le dossier prévu au chapitre 1.3 du présent arrêté.[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Cas du bâtiment I1 : Le bâtiment est équipé d'un système de sprinklage qui fait office de détection incendie et d'extincteurs. Plusieurs poteaux incendie sont présents près du bâtiment.</p> <p>Cas du bâtiment I9 : Le bâtiment est équipé d'un système de sprinklage, d'extincteurs et de RIA.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'un des RIA était difficilement accessible car situé au bout d'une allée constituée de cartons de fruits.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les RIA et les extincteurs doivent être facilement accessibles, en toute circonstance. Les zones de stockage doivent être organisées de façon à ne pas gêner le maniement des RIA.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n° 11 – Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.14
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : I. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. II. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : Premier objectif : servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.[...] Deuxième objectif : répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du Préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour, a minima, de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.[...]
Constats : Chaque locataire a son propre état des stocks de matières combustibles. Il n'y a pas de stock de produits dangereux.
Observations : La SEMMARIS doit pouvoir, en cas d'incendie, donner aux services de secours une estimation du stock total de matière combustible présente dans les différents bâtiments. La mise à jour de l'état des stocks doit être faite une fois par semaine.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°12 –Evacuation du personnels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.19.1
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation du personnel
Prescription contrôlée : I. Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. II. En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. III. Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1000 m ² . En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables. IV. L'exploitant organise périodiquement des exercices d'évacuation. Ils sont renouvelés au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : Cas du bâtiment I1A : Le bâtiment comprend des issues de secours en nombre suffisant. Elles sont situées de part et d'autre du bâtiment. Cas du bâtiment I9 : Le bâtiment dispose de 3 issues de secours qui donnent sur l'extérieur. Elles sont bien signalées. Cependant, l'une d'entre elles est intégrée dans une porte roulante et elle est fermée à clé, car il n'y a pas de barre anti-panique. A l'échelle de la zone des entrepôts, des exercices incendie et d'évacuation sont régulièrement réalisés par la SEMMARIS. Le dernier a été réalisé le 17/03/2022.
Observations : Pour le bâtiment I9, l'exploitant doit se positionner sur le nombre d'issue de secours nécessaire pour le bâtiment I9, en vérifiant les distances à parcourir pour atteindre une issue, notamment dans les zones formant cul-de-sac. Soit cette issue n'est pas nécessaire et il convient de supprimer le bloc « sortie de secours », soit elle est nécessaire et elle doit rester ouverte ou une nouvelle sortie de secours doit être créée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°13 – Local batteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.21.1
Thème(s) : Risques accidentels, Local Batteries
Prescription contrôlée : I. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. II. Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée. III. Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux. IV. La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone. V. S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).
Constats : Cas du bâtiment I1A : le bâtiment comprend un atelier de charge d'accumulateur. Il est séparé du reste de l'entrepôt par des murs et une porte coupe-feu 2 heures. Une ventilation mécanique est présente en permanence. Cas du bâtiment I9 : Le bâtiment ne comprend pas de local de charge de batteries.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°14 – Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.23.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : I. L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. II. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Dans le cas du MIN, certaines vérifications périodiques sont réalisées par la SEMMARIS et d'autres par chaque locataire. Cas du bâtiment I1A : Les installations électriques ont été vérifiées en novembre 2021, le système de désenfumage, les extincteurs et les portes coupe-feu en mars 2022. Cas du bâtiment I9 : Les extincteurs et les RIA ont été vérifiés en 2021.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°15 – POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.1
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : I. L'exploitant établit un plan d'opération interne (POI) décrivant la planification opérationnelle de l'intervention et la communication opérationnelle associée, en cas d'incident ou d'accident. Ce plan peut être étendu à l'ensemble du marché. Ce plan est communiqué, pour information, à l'inspection des installations classées, à la brigade des sapeurs pompiers de Paris et au préfet du Val-de-Marne, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. II. Ce plan est établi sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires identifiés dans l'étude de dangers. Il intègre notamment les dispositions prises en cas d'incendie conduisant à une perte de visibilité due aux fumées. La proximité des infrastructures de transports est prise en compte. III. Les modalités d'alerte et de communication avec les renforts externes doivent notamment apparaître.
Constats : Le POI de la zone des entrepôts a été transmis à la préfecture du Val-de-Marne et à l'inspection des installations classées par courrier du 08/03/2022. Il comprend notamment les points suivants : - la présentation générale du site - les procédures d'alerte - l'évaluation des risques - le recensement des moyens d'intervention et de secours - les procédures d'évacuation - les informations extérieures
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°16 – Bâtiment I5

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.26.2
Thème(s) : Situation administrative, Complément sur bâtiment I5
Prescription contrôlée : I. L'exploitant se positionne sur les conditions de poursuite d'exploitation du bâtiment I5, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Dans ce même délai, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées et au préfet du Val-de-Marne un état des lieux de la conformité du bâtiment I5 et des modalités d'exploitation jusqu'à sa démolition. II. L'exploitant se positionne sur les points portant la mention « non vérifié » ou « non vérifiable » dans les tableaux d'état des lieux des annexes 14 et 15 du dossier de demande d'autorisation du 27 mars 2020 susvisé, au regard de la réglementation applicable, et notamment des prescriptions du présent titre. Le bilan de cette analyse est transmis à l'inspection des installations classées et au préfet du Val-de-Marne, sous un an à compter de la notification du présent arrêté. III. Toute éventuelle demande d'adaptations aux prescriptions applicables, sollicitée dans le cadre de la transmission du bilan précité, sera assortie d'une justification adaptée, notamment sur les mesures prises pour garantir la maîtrise des risques.
Constats : Par courrier du 08/03/2022 l'exploitant a transmis les éléments suivants, relatif au bâtiment I5 : <ul style="list-style-type: none"> le bâtiment I5 doit être mis à l'arrêt le 31/12/2022 et démolir d'ici le 31/12/2023. Il n'est presque plus exploité ; l'état des lieux par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux entrepôts frigorifiques, applicables aux existants. Le bâtiment n'est pas sprinklé, n'a pas de chambre froide, un cantonnement est présent dans les 2 cellules, il existe un système de désenfumage, il n'y a pas de détection incendie, 3 poteaux incendie sont présents à proximité ; le calcul des flux thermiques a également été transmis. Les flux thermiques de 3 et 5 kW restent dans la zone des entrepôts. Le flux de 5 kW n'impacte pas le bâtiment I3.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°17 – Débit eaux pluviales bâtiment I7

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 4.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : Débits de rejets des eaux pluviales à l'échéance de la mise en service du bâtiment I7 I. Pour le rejet défini au b) de l'article 4.4.5 et à l'article 4.4.16 et sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet, au préfet du Val-de-Marne et à l'inspection des installations classées, les débits maximaux horaire et journalier atteignables d'ici la mise en service du bâtiment I7. II. A défaut de transmission de ces éléments dans le délai prévu ci-dessus, les débits applicables à l'échéance de la mise en service du bâtiment I7 seront identiques à ceux prévus d'ici le 31 décembre 2026.
Constats : Par courrier du 08/03/2022, l'exploitant a transmis le schéma de principe de la pompe de relevage des eaux pluviales, au niveau du bâtiment I7 qui aura un débit de 8 l/s.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°18 – Groupes froids

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 9.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Groupes froids
Prescription contrôlée : Des détecteurs de gaz sont implantés et entretenus dans les zones à risque susceptibles d'être génératrices de gaz frigorigère toxique pour l'homme. Dans ces zones, l'exploitant définit des consignes d'exploitation spécifiques et prévoit les équipements de protection individuelle nécessaires pour intervenir en sécurité. Ce point est applicable à compter du 1er janvier 2022.
Constats : Pour le bâtiment I1A, les groupes froids, fonctionnant au CO2 sont implantés à l'extérieur du bâtiment. Des détecteurs de CO2 sont répartis dans l'entrepôt, afin de détecter toute fuite de réfrigérant.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe 1 – Plan de situation

